

La fusion des trois IUT de l'université de Caen, un "projet organisationnel" pour gagner en visibilité

5-6 minutes

Deux ans après le lancement par l'université de Caen d'un projet de fusion de ses trois IUT, un arrêté publié fin juin officialise la création d'un "IUT Grand Ouest", indique à AEF info Pierre Denise, président de l'Unicaen, le 15 juillet 2019. Pour les directeurs des IUT de Caen, de Cherbourg et d'Alençon, qui représentent près de 3 500 étudiants, il s'agit en particulier de "gagner en visibilité régionale" et de mutualiser pour faire face aux différentes évolutions en termes de besoins des entreprises, d'attentes des étudiants, ou encore avec la future licence professionnelle de technologie.



Unicaen DR

L'université de Caen Normandie procède à la fusion de ses trois IUT pour créer un "IUT Grand Ouest", avec en ligne de mire un objectif de "renforcement de l'image de marque", la volonté de conduire une "transformation pédagogique" et de consolider l' "accompagnement du tissu économique dans la recherche de compétences". Interrogés par AEF info le 15 juillet 2019, le président de l'Unicaen Pierre Denise et les directeurs des IUT de Caen, de Cherbourg et d'Alençon soulignent que ce processus s'inscrit dans un contexte d'évolution des métiers et des habitudes

des étudiants, avec aussi d'apparition de la nouvelle "licence professionnelle de technologie" ([lire sur AEF info](#)).

Les trois IUT, répartis sur sept sites, représentent 18 spécialités de diplômes universitaires de technologie, 23 licences professionnelles et 3 440 étudiants. Le projet de fusion fait historiquement suite à une évaluation de l'Aeres de 2009 "qui montrait que l'Unicaen avait encore une organisation très facultaire" et une gestion budgétaire à revoir qui a conduit à réduire le nombre de composantes, signale Pierre Denise. Le projet de fusion en tant que tel a été lancé par le CA de l'université en juillet 2017, puis adopté en décembre dernier. L'arrêté entérinant sa création a été publié le 27 juin.

Des "principes de base"

"L'intérêt est d'avoir un IUT fort" grâce à un "projet organisationnel qui ne modifie pas l'offre de formations", note Pierre Denise.

"Quand le CA a lancé la démarche, il y avait des principes de base : ne rien déplacer territorialement, pas d'objectif d'économies par la fusion – d'ailleurs nous créons un poste supplémentaire de direction administrative –, et laisser la main aux IUT sur ce projet", ajoute-t-il. Réuni le 16 avril, le Cneser a rejeté le projet d'arrêté portant création de l'IUT Grand Ouest Normandie par 11 votes pour et 14 contre ([lire sur AEF info](#)).

Pour répondre aux craintes suscitées par le principe d'une fusion, la logique affichée est de "garder l'échelle humaine" car "les personnels ont besoin d'être sécurisés", insiste Carine Travert, directrice de l'IUT de Caen. La perspective de fusion doit permettre aux IUT de "s'apporter des expertises mutuelles", "travailler encore plus ensemble" et établir "un bilan le plus fin possible pour voir ce qui peut être amélioré".

Mutualiser et conforter les reconnaissances locales

Pour Jean-Luc Lamotte, directeur de l'IUT de Cherbourg, ce projet correspond d'abord à une "volonté de gagner en visibilité régionale", par le partage des pratiques ainsi que la consolidation des liens avec les entreprises et les acteurs du territoire. L'idée est que chaque IUT conserve "une place bien établie, reconnue et appréciée par son environnement local", une image qu'il "faut entretenir". De fait, les trois IUT travaillent de concert depuis octobre 2017 "avec des réunions tous les 15 jours" sur le projet de

fusion en regardant ce qui a été fait dans d'autres IUT fusionnés, et notamment à Bordeaux, à Aix-Marseille et à Toulouse, pour ensuite construire un projet original.

Cela doit en particulier se traduire par "un nouveau projet pédagogique sur trois ans afin de décliner l'enveloppe compétences, et c'est déjà un gros défi", poursuit Jean-Luc Lamotte. Même si les discussions "sur le contenu pédagogique et les évolutions à mettre en place" seront organisées "au niveau du réseau national", il restera à opérer les déclinaisons locales.

Pour Jun Chen, directeur de l'IUT d'Alençon, les possibilités de mutualiser concernent en particulier l'innovation pédagogique, notamment au travers de projets de *learning labs* par exemple. L'IUT fusionné devrait en particulier permettre d'atteindre une "masse critique" pour déployer des outils communs ou organiser "des cours numériques sur des remises à niveau spécifiques", comme en mathématiques ou en langues, illustre Jean-Luc Lamotte.